

CLÔTURE, HIER À BRUXELLES DU SOMMET EXTRAORDINAIRE
DE L'UNION EUROPÉENNE

Bourbier caucasien et Oukazers américains

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE n'ont pu aller au-delà des accords en six points signés par la Russie et la Géorgie au pic de la crise en Ossétie et en Abkhazie.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Divisés, profondément, entre atlantistes et partisans d'une ligne indépendante par rapport à Washington, les 27 ne pouvaient pas, réellement, proposer plus ou mieux. Des sanctions contre la Russie ? En plus de l'impossibilité pratique d'une telle éventualité, il faut aussi relever son surréalisme. En effet, les hommes politiques sérieux du Vieux

contient, les hommes d'affaires et les observateurs objectifs le savent et le disent : les 27 pays de l'UE ne sont pas en mesure d'imposer des sanctions à la Russie. Bien au contraire, c'est cette dernière qui peut nuire aux intérêts des 27, réunis ou un à un. Puissance énergétique, militaire et économique avérée, la Russie, détient en plus un type d'armements nucléaires dissuasifs à l'extrême. Le président Medvedev le rappelle, d'ailleurs, en

termes, certes diplomatiques, mais précis à ses interlocuteurs de l'UE.

L'essentiel du gaz des 27 provient de la Russie, les investissements et intérêts allemands, français, italien et autres européens sont importants pour ne pas dire extravagants.

Ce qui, bien évidemment, a pesé lourd, hier, à Bruxelles et qui a permis d'isoler la Pologne et les pays Baltes qui voulaient en découdre avec Moscou.

Angela Merkel, aussi pragmatique que cruelle, ne voulait pas entendre, plus que de raison, les jérémiades de Varsovie et des ex-

démocraties populaires sur la ligne à adopter par rapport à la Russie. Le précédent kosovar, qui a vu les 27 de l'UE reconnaître, sous commandement américain, un Etat en dehors de l'ONU qui de surcroît appartient au regard du droit international à la Serbie, a aussi contribué au fait que les 27 n'aillent pas au-delà de ce qui est possible en matière de provocation.

Les Européens ont donc conclu leur révision comme ils l'avaient entamée, sans grandes idées révolutionnaires sur le borbier caucasien.

A. M.

LIBYE

Kadhafi solde son passé avec l'Occident et fête la Révolution

Soldant son passé conflictuel avec l'Occident, le numéro un libyen Mouammar Kadhafi a célébré avec faste le 39^e anniversaire de sa révolution et promis de nouveaux bouleversements économiques et politiques.

Contrairement à l'année précédente où il avait opté pour la discrétion, laissant son fils Seif al-Islam lui voler la vedette, le colonel Kadhafi a été omniprésent au cours des festivités organisées de samedi à lundi dans la ville de Benghazi, à 1 000 km à l'est de Tripoli, pour l'anniversaire de la révolution du 1^{er} septembre 1969 qui l'a porté au pouvoir. Sur le plan national, il a décidé de combattre la corruption dans l'administration, accusée de piller les revenus du pétrole. Pour ce faire, le numéro un libyen a décidé tout simplement de supprimer les administrations et distribuer la manne pétrolière directement à la population. «Chacun aura sa part dans sa poche et qu'il se débrouille», a-t-il dit. Il a ajouté qu'hormis les ministères de souveraineté (Sécurité, Défense, Affaires étrangères, Justice), toutes les autres administrations seront supprimées à partir du début de l'année prochaine. Il a prévenu qu'il y aurait du «chaos» durant les deux premières années, mais la société s'organisera petit à petit

pour gérer ses affaires elle-même, a-t-il dit dans ce discours prononcé à partir d'hier à 0h (22h GMT dimanche).

En mars, il avait déjà appelé à la suppression des ministères mais depuis, rien ne s'est produit et il reste à voir si les mesures annoncées seront traduites dans la réalité. Défilé militaire, feux d'artifices, chants et poèmes à sa gloire, le colonel Kadhafi était aux anges dès samedi soir à Benghazi devant des milliers de sympathisants, couronne sur la tête, sceptre à la main. Des symboles de royauté offerts au «Guide de la révolution» par des chefs de tribus africaines qui l'ont intronisé jeudi «roi des rois d'Afrique». Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a assisté aux festivités à ses côtés après avoir réglé «définitivement» leur contentieux colonial par un traité dans lequel l'Italie présentait ses excuses solennelles avec, en prime, des investissements de 5 milliards de dollars. Geste symbolique, le colonel Kadhafi a signé lui-même et en grande pompe ce traité, une première puisque le dirigeant libyen, malgré le pouvoir dont il jouit, n'assume sur le papier aucune fonction officielle. «C'est un grand acquis politique, moral et matériel, duquel nous allons tirer profit toute la vie», s'est-il félicité dans la nuit de dimanche à lundi à Benghazi où il tenait un discours devant la Congrès général du

peuple qui fait office de Parlement. Une victoire éclatante pour le colonel Kadhafi, avant de recevoir au cours de cette semaine la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice.

Cette visite, qui sera la première d'une personnalité américaine de si haut rang depuis des dizaines d'années, a été rendue possible grâce à la signature le 14 août d'un accord sur les indemnités des victimes américaines et libyennes du conflit entre les deux pays dans les années 1980.

«Le dossier avec les Etats-Unis a été définitivement classé», a déclaré le colonel Kadhafi, soulignant toutefois que son pays ne cherchait pas une amitié avec les Etats-Unis.

«Tout ce que nous voulons, c'est qu'ils nous laissent tranquilles», a-t-il dit.

Il a qualifié, par ailleurs, les relations de son pays avec la France d'«excellentes». Des rapports qui sont au beau fixe depuis la libération des infirmières bulgares en juillet 2007, dont la détention empoisonnait les relations de Tripoli avec l'Union européenne.

Le 1^{er} septembre 1969, le colonel Kadhafi avait pris le pouvoir en renversant la monarchie du vieux roi Idriss. En 1977, il avait proclamé la «Jamahiriya», qu'il définit comme un «Etat des masses» qui gouvernent par le biais de comités populaires élus.

Les Chypriotes se lancent dans un nouvel effort pour la réunification

Les dirigeants chypriotes grec et turc se rencontrent mercredi pour lancer des négociations directes intensives dans l'espoir de parvenir à un accord sur la réunification de l'île divisée depuis 34 ans.

Le Chypriote grec Demetris Christofias, président de la République de Chypre, et le Chypriote turc Mehmet Ali Talat, chef de la République turque de Chypre du Nord (RTCN), reconnue par la seule Turquie, lanceront le processus sur l'aéroport désaffecté de Nicosie, dans la zone tampon contrôlée par l'ONU. Ce rendez-vous ne doit constituer qu'un coup d'envoi formel des pourparlers, les plus sérieux depuis le plan de l'ONU approuvé par les Chypriotes turcs mais rejeté par la partie chypriote grecque par référendum en avril 2004. L'île est entrée divisée dans l'Union européenne dans la foulée.

MM. Christofias et Talat sont déjà convenus d'établir une ligne téléphonique sécurisée pour faciliter les contacts directs durant le processus de négociations au cours duquel ils se verront au moins une fois par semaine. Aucun délai n'a été fixé

mais les Nations unies ont averti que les discussions ne pourraient durer indéfiniment sans progrès tangibles. Des discussions préparatoires, lancées en mars, avaient été accompagnées par des mesures de confiance, dont l'ouverture d'un point de passage rue Ledra, reliant le sud au nord dans le centre historique de Nicosie. Les optimistes misent sur les affinités personnelles et politiques partagées des deux dirigeants de gauche qui se sont déjà rencontrés à plusieurs reprises ces derniers mois.

M. Christofias, qui dirige le parti communiste Akel, a été élu en février sur la base d'un programme de relance des efforts de réunification. M. Talat, chef du Parti républicain turc (centre-gauche), avait parainé le «oui» au référendum de 2004. «Il y a de bonnes indications sur un changement d'attitude, a déclaré à l'AFP l'analyste chypriote

grec Sofronis Sofroniou. C'est un cas rare où les deux parties partagent les mêmes vues. Talat et Christofias viennent du même milieu.» Mais il a averti qu'avec le maintien par la Turquie de quelque 40 000 soldats dans le nord occupé de l'île, aucun des deux dirigeants n'a les mains entièrement libres pour conclure un accord.

«Si cela ne tenait qu'à Talat, il y aurait peut-être une solution mais la question est : que veut Ankara ? Quels sont ses projets ? On l'ignore et probablement eux-mêmes l'ignorent», a-t-il ajouté. Un expert des affaires internationales à l'Université de Nicosie, le professeur Hubert Faustmann, s'est, pour sa part, montré plutôt sceptique.

«Les chances de solution sont peut-être meilleures qu'auparavant mais, malheureusement, cela ne veut pas dire qu'elles sont bonnes. Il y a 30% de chances de succès. Si je devais parier de l'argent, je ne parierais pas sur un bon résultat.» «Il reste de nombreuses questions sur lesquelles ils n'ont pas pu se mettre

d'accord. Des concessions doivent être faites sur la présence militaire de la Turquie et son droit d'intervention», a-t-il dit. Et la «Turquie a besoin de quelque chose en échange pour renoncer à ce droit, comme l'adhésion à l'UE, mais je ne vois pas l'UE faire une telle concession à la Turquie, avec des pays comme la France et l'Allemagne qui y sont opposés», a-t-il ajouté.

Les derniers jours ont, en outre, été marqués par une polémique née du refus de la partie chypriote turque d'ouvrir dans l'ouest de l'île un point de passage à des Chypriotes-grecs souhaitant se rendre sur un lieu de pèlerinage au nord. Chypre est divisée depuis 1974, quand la Turquie a envahi le tiers nord de l'île après un coup d'Etat à Nicosie de nationalistes chypriotes grecs soutenus par Athènes.

La Turquie a toujours insisté sur le maintien de son droit d'intervention, obtenu, avec ceux de la Grèce et la Grande-Bretagne, dans les traités qui ont accordé l'indépendance à l'île méditerranéenne en 1960.

Le dalaï lama est sorti de l'hôpital en Inde et se porte «très bien»

Le dalaï lama, chef spirituel des Tibétains en exil, a quitté hier en «très bonne forme», un hôpital en Inde où il était soigné depuis jeudi dernier pour une «gêne abdominale» et une «très grande fatigue», a annoncé son gouvernement.

Le dignitaire, âgé de 73 ans, est sorti de la clinique Lilavati de Bombay en souriant et en serrant les mains des membres de l'équipe médicale avant de

s'éloigner à bord d'un véhicule blindé, a constaté un photographe de l'AFP.

Le dalaï lama «va très bien» et «il n'y a aucun lieu de s'inquiéter», a assuré à l'AFP le Premier ministre du gouvernement tibétain en exil en Inde, Samdhong Rinpoche.

«Les médecins lui ont conseillé de prendre davantage de repos», a-t-il répété depuis Dharamsala, une bourgade himalayenne où le chef bouddhiste vit réfugié depuis 1959.

Son secrétaire particulier, Tenzin Takhla, qui s'est toujours montré très rassurant sur la santé de l'éminent patient, avait indiqué dimanche à l'AFP que le dalaï lama resterait encore quelques jours à Bombay pour se reposer.

Tous les engagements du dignitaire religieux avaient été annulés pour les trois prochaines semaines en raison d'un état de fatigue extrême. Il aurait notamment dû se rendre au Mexique et en République dominicaine.

«D'ici à la mi-septembre, nous devrions savoir clairement quand il pourra reprendre ses activités», a précisé le Premier ministre tibétain.

Hospitalisé jeudi soir pour «une gêne abdominale», le dalaï lama avait eu une diarrhée la veille et «s'était senti très faible», avait révélé une source tibétaine, sous le couvert de l'anonymat.

En 2002, il avait déjà été hospitalisé à Bombay pour des douleurs à l'estomac soignées aux antibiotiques.

L'état de santé du lauréat 1989 du prix Nobel de la paix avait provoqué une séance exceptionnelle de prières vendredi de dizaines de moines et de nonnes rassemblés au grand temple bouddhique de Dharamsala.

Ces derniers mois, profitant des Jeux olympiques en Chine, le dalaï lama a multiplié les déplacements à l'étranger pour sensibiliser la communauté internationale à la «violation des droits de l'homme» au Tibet.

Considéré par son peuple comme l'ultime rempart contre la politique de la Chine au Tibet, le dignitaire est la bête noire de Pékin qui l'accuse de mener des activités séparatistes sous couvert de religion.

Le chef religieux a renoncé depuis longtemps à l'indépendance du Tibet, optant pour une diplomatie dite de la «voie moyenne» consistant à réclamer une

large «autonomie culturelle» pour son pays.

Réaliste, il sait que la Chine ne reviendra jamais sur sa souveraineté sur le Tibet qu'elle a envahi en 1950.